« Madrid, 17 mai.

« Monsieur,

« Des considérations de la plus haute importance m'imposent le pénible devoir de vous faire connaître la détermination que le gouvernement de S. M. vient d'adopter avec d'autant plus de regret qu'il est animé des sentiments de la loyauté la plus pure.

« Vous savez avec quelle énergie l'opinion publique s'est prononcée en Espagne contre votre personne, tant par la voie de la presse qu'autrement, à l'occasion des derniers événemens. Les efforts du gouvernement sont restés impuissans pour réimprimer l'explosion du ressentiment qu'éprouvent tous les dignes habitans de Madrid et toutes les troupes de la garnison, et nous éprouvons de vives inquiétudes au sujet de votre personne, qu'il vaut impossible de défendre, quand on sait que le gouvernement anglais, si malheureusement les scènes qui ont déjà affligé deux fois cette capitale venaient à se renouveler.

« Votre conduite, dictée sans doute par les instructions que vous avez reçues, a été condamnée par l'opinion publique en Angleterre, censurée par la presse de Londres, réprouvée par le parlement. Le gouvernement de S. M. catholique ne peut essayer de la défendre, quand on la blâme dans les états de S. M. britannique.

Dans cet état de choses, votre séjour à Madrid est considéré ici, à coup sûr sans fondement, comme la preuve de notre alliance, et en cette qualité, il nous expose, de ce terrain, il en résulterait quelque conflit qu'il est de notre devoir de prévenir à tout prix.

« Par ces motifs, avec une loyauté que le peuple et le gouvernement britannique ne peuvent qu'apprécier à sa juste valeur, le gouvernement de la reine Isabelle a résolu de mettre un terme à une situation aussi fâcheuse, en vous envoyant vos passeports et en vous invitant à quitter cette capitale dans les 24 heures après que vous plus tôt même, si c'est possible, car il y a urgence à votre départ, et nous regretterions beaucoup de vous voir prolonger les préparatifs.

« Le devoir que nous remplissons est douloureux. En vous faisant une communication aussi désagréable, je suis chargé de déclarer, en toute sincérité, que l'intention du gouvernement de S. M. n'est pas de nuire à votre personne, en quoi que ce soit, à la dignité du gouvernement ou de la nation britannique. Au contraire, je dois vous dire que non seulement votre départ est autorisé ici, dans notre esprit du moins, par le doute de votre position, deux nations qui sont depuis si long-temps unies, et dont l'intimité a tant de prix aux yeux du gouvernement espagnol, mais encore qu'il peut seul contribuer à resserrer entre elles les liens existans, en présence des événemens qui s'accomplissent en Europe.

« Le gouvernement espagnol se flatte que le gouvernement de S. M. Britannique rendra justice à la loyauté de ses intentions, surtout lorsque le cabinet de Saint-James aura reçu les explications les plus propres à satisfaire sa susceptibilité.

« J'ai, en conséquence, l'honneur de vous envoyer des passeports sous ce pli, pour vous et les personnes de votre suite, ainsi que les permis nécessaires pour que, sur la route, des chevaux de poste soient mis à votre disposition.

« Je suis, etc. Duc de Sotomayor. »

Après avoir publié la lettre explicative de M. Sotomayor, nous croyons devoir publier également celle de M. Bulwer, qui se trouve dans le *Morning-Chronicle* du 7 juin : elle est adressée à lord Palmerston, sous la date du 30 mai dernier. Dans cette dépêche communiquée au Parlement anglais, M. Bulwer dit :

« Le ressentiment dont on a essayé de me rendre victime, bien qu'il puisse avoir été, jusqu'à un certain point, préparé par la controverse sur les mariages espagnols et l'état de l'opinion précédemment établie, date, il faut le dire, du 18 présent mois de Mai, jour de la prise de possession par mon gouvernement à la date du 7 avril. C'est de ce moment que datent les plus violentes attaques, non seulement contre moi, mais encore contre le gouvernement que j'ai représenté et contre la nation à laquelle j'appartiens. Nous étions à cette époque dans de bons termes, le gouvernement espagnol et moi.

« La véritable cause du ressentiment, ce sont les conseils que j'ai offerts et qui étaient dictés par le désir d'éviter pour des hommes élevés à gouverner par d'autres moyens. Encouragés par le rétablissement de l'ordre en Irlande et dès lors à tout prix à obtenir un triomphe apparent, ses partisans, les ministres, avaient pris soin de recueillir toute sorte de bruits contre moi : tantôt c'était un vaisseau anglais de 120 canons qui arrivait de Carthagène, et tantôt des bâtiments chargés d'armes de Gibraltar ; puis récemment les bruits de colonel Fitzcher, du colonel Jordan, employés par moi à fomenter, à exciter la rébellion, et enfin ma complicité avec l'insurrection de Séville.

« Persuadé toujours ma ligne de calme et de modération dont je ne voulais pas me départir, je fis observer au ministère espagnol qu'il se trouvait dans une atmosphère inflammable, constamment controversée par la faiblesse et les exagérations. J'offrais toutes les explications possibles, et rien sans réserve. A cette franchise, le ministère espagnol répondait en expédiant clandestinement à Londres un Espagnol dont, avant mon départ d'Espagne, avec ordre de faire le voyage le plus vite possible, de me dévancer et d'avoir ainsi l'avantage dans ses attaques contre moi. En tout cas je dédaigne ces tentatives d'assassinat contre ma réputation, aussi bien comme je méprisais tous les avertissemens qui me parvenaient sur des projets d'assassinat contre moi.

« En résumé, mi-cord, l'affaire a deux parties bien distinctes : la bataille d'avril et la bataille de Mai, à la date du 17 mai. La question de savoir si le gouvernement espagnol avait ou non le droit de s'offenser, de se soustraire offense de la manière dont j'avais fait ma communication ; cette question, sur laquelle je ne suis pas compétent, ne me touche pas en réalité. J'ai agi, je le répète et je l'affirme, en tout ce qui avait trait à mes instructions, avec une propriété parfaite et une entière discrétion. Je ne crois pas un pouce sur un cheveu, que j'aie en réalité exceté les instructions qui m'étaient confiées de manière à obtenir l'approbation du gouvernement de S. M.

« Quant à la deuxième partie de la question, tous les arguments allégués par le gouvernement espagnol pour justifier mon expulsion ne sont pas des arguments. Faut-il donc expliquer autrement les motifs qui dicté l'étrange conduite du cabinet espagnol ? Voici l'explication, elle est donnée par l'*Heraldo* journal ministériel, et représentant encore (c'est l'opinion générale) dirigé par M. Sartorius, ministre de l'intérieur. L'*Heraldo* du 16 mai dit : « Il est évident que le cabinet anglais est divisé ; il est occupé avec les hommes de la vieille école les aristocrates. » Le 30, le même *Heraldo* déclare encore : « Il y a des gens assez bons pour croire à la colère de l'Angleterre d'après ce qui est arrivé au ministère anglais. Comme insensée ! les partisans de l'Angleterre ne croient pas qu'elle se venge d'un affront ! il n'a ni représentation. »

« Voilà ce qui jette du jour sur le drame qui est joué et sur le dénouement. Certains membres du gouvernement espagnol croient pouvoir se passer, par une violence contre ma personne en Espagne, de faire quelque tort à mon gouvernement en Angleterre, et pensent que, quoique, comme les faits mon devoir, je ne serais pas soutenu, comme je ne donnais de l'être, soutenu par des sources toutes les règles du respect, de la justice et de l'usage, et pas moins de donner aux la preuve de la vaillante générale de leur conduite, de adopter à mon égard le traitement que j'avais considéré comme impolitique vis-à-vis d'autres personnes ; et en l'absence de tout procès, de toute explication, de toute accusation, absolument contre moi, n'ai-ment fait à l'égard des gentilhommes espagnols, ils expulsant de la cour d'Espagne le ministre anglais tout comme ils vendent d'autre beaucoup de leurs illustres guerriers et hommes d'état.

« Si ce n'était là qu'une affaire qui me fût personnelle, je n'en aurais pas tant dit, mieux ; mais ici il m'agit pas d'une affaire personnelle. Ceci regarde tous les représentans de l'Angleterre à l'étranger ; ceci concerne tous nos voyageurs, tous nos négociants ; leurs nombreuses transactions à l'étranger ; ceci affecte notre honneur et notre caractère comme grand Etat ; ceci affecte les intérêts et le commerce d'un peuple entreprenant et qui fait le négoce. Il n'est pas d'Anglais, et j'en ai des milliers de preuves, qui ne sympathise avec moi comme moi-même je sympathiserais avec le premier Anglais venu, l'Anglais le plus humble de notre société qui aurait à se plaindre. Ceci excuse la prolixité de mes dépêches.

« J'ai l'honneur, etc.

« H.-L. Bulwer. »

Dans la Chambre des Communes, une discussion importante a eu lieu le 5 juin sur les affaires d'Italie et le différend survenu avec le gouvernement espagnol, à l'occasion du renvoi de M. Bulwer de Madrid. M. Bankes voulait que la Chambre exprimât un blâme sur la conduite de lord Palmerston dans cette affaire. Lord John Russell a prononcé un discours pour défendre son collègue et M. Bulwer. Après une réponse de lord Palmerston, M. Bankes a retiré sa motion.

Dans la séance de la Chambre des Lords du 5, le marquis de Lansdowne, répondant à une question à lui adressée par le marquis de Londonderry, a déclaré qu'il ne pouvait communiquer à la Chambre les rapports des ambassadeurs britanniques à Florence, à Naples et en Sardaigne sur l'invasion du territoire autrichien, d'abord parce que cette affaire était fort délicate relativement à ces puissances, et, en second lieu, parce que l'Angleterre n'y était pas intéressée directement.

Le ministère anglais a subi dans la Chambre des Communes un échec qui n'est pas sans signification. Le docteur Bowring a fait une motion relative à la reddition plus exacte des comptes des finances. Le chancelier de l'Echiquier a combattu la motion et a proposé l'ordre du jour : sa proposition a été rejetée à une voix de majorité. Ce résultat a été accueilli par de très vifs applaudissemens, qui ont redoublé quand la motion primitive a été, à son tour, adoptée par une majorité de 5 voix.

Pour prendre la revanche de la défaite qu'il a essuyée tout récemment à la Chambre des Lords, à propos du bill des incapacités des juifs, lord John Russell a dû présenter à la Chambre des Communes un bill ayant pour but de changer la forme de serment que doivent prêter les membres avant de siéger. Reste à savoir si le parti de l'Eglise anglicane, qui n'a pas voulu qu'on fût d'une manière directe au Parlement son caractère chrétien, consentira à ce qu'il lui soit été d'une manière détournée.

Le *Morning-Herald* dit que lord Palmerston a fait savoir au commandant de l'escadre anglaise à Malte, que son premier devoir était, dans les affaires de Naples, d'observer la plus stricte neutralité entre les parties belligérantes. La force intégrale de l'escadre de la Méditerranée est de 6 vaisseaux de ligne, 1 frégate, 2 corvettes, 2 bricks et 1 schooner, 4 frégates à vapeur, 3 sloops à vapeur, 10 paquebots et chaloupes cannonières; en tout, 770 canons et 7,800 hommes.

ESPAGNE.

D'après une lettre de Madrid, en date du 29 mai, un fait pareil à celui de M. Bulwer venait de se passer dans cette ville. Voici comment il est raconté :

« Dans la journée du 28, le gouvernement espagnol, après avoir d'abord simplement envoyé ses passe-ports à M. l'ambassadeur de Belgique, s'est décidé à faire enlever, en quelque sorte, ce dernier, qui a été mis dans une chaise de poste, pour être conduit, sous l'escorte de la gendarmerie jusqu'aux frontières de France. Ce fait surprend, du reste, entouré du plus grand mystère, car le 29, il était encore ignoré de la population de Madrid.

« On l'attribue à ce que l'ambassadeur de Belgique se serait trouvé fortement impliqué dans une intrigue de palais ayant pour but le mariage de Navarz, qu'on avait remplacé comme chef du cabinet et de l'armée par le général O'Donnell. »

ITALIE.

La capitulation de Peschiera et la victoire de Goïto remportée par les armes italiennes, sont confirmées par les détails suivans :

« Peschiera est au pouvoir de nos troupes. Les efforts de l'ennemi pour en empêcher ou retarder la prise sont demeurés vains.

« Avant-hier, le maréchal Radetzky, par une marche de nuit, partait de Vérone à Mantoue au à 25,000 hommes avec de la cavalerie et une artillerie nombreuse. La garnison, ainsi renforcée, fit hier une sortie contre les troupes toscanes, qui serraient la forteresse sur la rive droite du Mincio. Ces troupes, qui avaient déjà plusieurs fois repoussé vaiseusement les sorties tentées jusques-là par l'ennemi, résistèrent pendant trois heures environ aux forces supérieures qui tombèrent, comme à l'improviste, sur elles, mais durent, enfin, abandonner leurs positions. Le lieutenant-général Bava accourut promptement de Goïto à Volta avec une partie des forces du premier corps d'armée, et son apparition soudaine en face des troupes ennemies, arrêta celles-ci ; en même temps, la fortune était meilleure encore pour nos troupes à l'extrême gauche du notre position à Lazise et Colletarico (près du lac de Garda) ; l'ennemi qui s'efforçait de troubler plus activement de ce côté le siége de Peschiera, fut repoussé vivement et avec une grande perte par la quatrième division, sous les ordres du lieutenant-général chevalier Frederici.

« Ce matin, le roi a fait marcher, sur ordres du lieutenant-général Bava, outre la plus grande partie des troupes de son corps d'armée, celles de la division de réserve, Ce corps, parti de Valeggio et de Volta, s'avança vers Mantoue et ne put rencontrer l'ennemi, qui semblait fermement résolu à ne pas s'éloigner de la forteresse.

« S. M. avait déjà ordonné que les troupes prissent position à la hauteur de Goïto, et se remettrait en marche pour le tourner au quatier-général de Valleggio, quand tout-à-coup on entendit le fracas du canon, et la bataille s'engagea ; le roi, satisfait fit face à l'ennemi et accourut au milieu des combattants, à Goïto.

« Sur ce point, la lutte fut acharnée ; mais les bonnes dispositions prises par le baron Bava, général en chef, secondé par la bravoure ardente du duc de Savoie, commandant la division de réserve, du général d'Arvillars, commandant la première division, du général de cavalerie Olivieri, et de l'artillerie, qui eut au-dessus de tout éloge, obtinrent un plein succès, et les Autrichiens furent mis en déroute. La cavalerie, lancée contre les fuyards en amont d'abord, acheva la défaite.

« Dans ce moment même, le roi recevait la nouvelle de la reddition de Peschiera, qui, annoncée par ini-même à sa brave armée, fut accueillie par d'immenses acclamations de vive le roi! vive l'Italie !

« Un boulet de canon avait ricoché si près du roi, que S. M. eut une légère contusion à l'orteil ; le duc de Savoie reçut une blessure faite par une balle de fusil, mais heureusement peu grave, et à laquelle il ne fit aucune attention.

« La victoire remportée aujourd'hui contre des troupes beaucoup plus nombreuses a été d'autant plus agréable à l'armée royale, que notre prête en morts et en blessés est très peu considérable. Nous nous réservons de donner des détails particuliers sur des événemens dont le récit n'est ni tout-à-fait aujourd'hui que comme au vol, pour satisfaire au moins en partie et le plus promptement possible, à l'intérêt qu'excite chez tous les citoyens la glorieuse et sainte entreprise de notre armée.

« Signé : di Salasco. »

Le gouvernement provisoire de Milan a publié, sous la date du 2 juin, un bulletin rempli de détails sur la prise de Peschiera. La ville a été presque entièrement ruinée par le bombardement. Les maisons présentent l'aspect de la désolation. Toutes les provisions de bouche étaient épuisées; on mangeait les chevaux; faute de sel marin, on faisait usage de sel de nitre. Il ne restait que 400 habitans dans cette malheureuse ville, on les faisait travailler aux ouvrages de défense.

C'est le 30, que Peschiera s'est rendue. Sitôt après la signature des conditions, les officiers italiens sont entrés par la porte de Vérone avec une compagnie d'artillerie et une compagnie des *Bersaglieri* du 13me régiment de Piguerol. Au lever du jour, le 31, les troupes victorieuses entrèrent dans la ville en chantant l'hymne national. A midi, les Autrichiens, défilant devant les Italiens le long de leurs casernes, sortirent par la porte de Brescia avec leurs armes qu'ils déposèrent ensuite entre les mains des Piémontais, en présence du duc de Gênes et d'un brillant état-major. Les officiers seuls ont pu garder leur épée.

Cette garnison, composée de 1,600 Croates, ainsi désarmée, a été conduite à Brescia sous bonne escorte.

« Milan, 4 juin 1848, 3 heures P. M.

« L'armée italienne et l'armée autrichienne se trouvent de nouveau face à face.

« Nos lignes s'étendent de Goïto à Guidizzolo; celles de l'ennemi, occupent la parte formé par les territoires de Rivalta, Gazzolo et Cervara, celui-ci s'étant retiré, spécialement avec son aile droite, depuis le dernier combat qui fait tant d'honneur aux armes de nos braves soldats.

« Les Autrichiens ont fait diverses reconnaissances jusqu'aux rives de l'Oglio, et à leur approche, dans bien des endroits les populations riveraines ont dû courir aux armes surtout du côté où ce se montraient des détachemens ennemis pour s'assurer de l'état des ponts et des gués. Après tout, les Autrichiens paraissaient se diriger de plus en plus vers Mantoue, soit dans le but de s'abriter dans ses murs pour éviter un nouveau combat, soit dans celui de protéger fortement ses derrières dans le cas où ils auraient à repousser de nouvelles attaques.

« Le pont sur l'Oglio, à Gazzolo, a été brûlé par les habitans eux-mêmes. Il y a là, de garde, les volontaires parmésans arrivés le 2 du courant, et l'on y attend aussi 300 tirailleurs mantouans et une colonne de milice piémontaise.

« Le quartier-général de l'armée italienne s'est, en attendant, transporté à Volta. Toutes nos troupes sont en grand mouvement, et il semble que le gros de l'armée se rassemble encore près de Goïto.

« Quelques détachemens piémontais qui, dans la journée d'hier, ont poussé une reconnaissance hardie jusqu'au camp ennemi, ont fait 300 soldats croates prisonniers.

« Nos frères sont impatiens de combattre, et si les Autrichiens ne se retirent prompt-ment dans les forteresses, l'heure d'une nouvelle victoire, nous en avons la certitude, ne tardera pas à sonner.

« Les derniers avis portent que le roi avait l'intention de quitter le quartier-général, dans la matinée d'aujourd'hui, à l'aube. On s'attendait, généralement, pour le même jour, à une nouvelle et grande bataille avec l'ennemi.

« *Par ordre du gouvernement provisoire :*

« G. Garcano, secrétaire. »

« Milan, 5 juin 1848, heures 2 P. M.

« Les Autrichiens qui, depuis la déroute du 30 mai, s'étaient retirés dans le voisinage de Mantoue en établissant le centre de leurs forces à Rivalta et en occupant Grazie, Rodigo, Sacca et Solarola, paraissaient disposés à renouveler une seconde fois, en rase campagne, le choc de nos troupes.

« Ils avaient, en dernier lieu, poussé leurs avant-postes jusqu'à Cereseara et fait quelques excursions dans le voisinage de Castelnuovo et d'Asola ; mais avant-hier, ils se sont entrérent plus que jamais à Rivalta où se trouvait le quartier-général du maréchal Radetzky. Là, ils se sont jeté sur le point sur le Mincio pour effectuer une retraite plus promptes et plus sûre. Dans ces positions, ils avaient réuni 20 mille hommes au moins, avec cent-vingt pièces d'artillerie.

« L'armée italienne avait suffisamment fortifié le passage du Goïto et son camp, en faisant servir à cet usage la grosse artillerie amenée de Peschiera. Trente mille hommes des nôtres, avec quatre-vingt canons, étaient impatients d'en venir à nouveau combat.

« Hier, à juin, les nôtres s'ébranlèrent pour attaquer l'Autrichien à l'aube, on entendit quelques coups de canon ; mais à peine nos troupes furent-elles arrivées aux positions qu'avait occupées l'ennemi, qu'ils les trouvèrent abandonnés ; nuit durant, et par une marche dérobée, il avait réussi à se retirer dans Mantoue. Sa retraite fut sa précipitée, qu'elle ressemble plutôt à une fuite.

« Toute la campagne aussi débarrassée de l'ennemi, était encore couverte d'une multitude de cadavres, soldats et chevaux, tués dans la bataille du 30, et l'air s'en trouvait corrompu. D'après les recherches que nous avons faites, on peut penser que les pertes des Autrichiens ont été plus considérables qu'on ne l'avait cru d'abord ; on les fait monter à plusieurs milliers de soldats. Il est certain que notre artillerie et les charges à la baïonnette exécutées par les braves régimens piémontais, ont fait un grand carnage, et c'est peut-être cela qui a été, aux Autrichiens, l'envie d'en venir une autre fois aux mains avec les nôtres.

« L'ennemi se mit à couvert, partie dans la ville, partie sous le canon de la forteresse. Sur son passage, il viola les églises, dispersa les Hosties, enleva les vases sacrés, détruisit les autels et les champs, en laissant partout des traces de sa barbarie.

« La nouvelle répandue hier qu'un corps d'autrichiens avait occupé Asola, est controuvée : c'étaient nos soldats italiens déserteurs du camp ennemi qui, à peine rentrés, furent accueillis avec de grands transports de joie.

« Le roi Charles Albert après avoir traversé, avec une partie de ses troupes, le camp désert des Autrichiens, et s'être porté jusque sous Mantoue, retourna au quartier-général de Valleggio. »

« *Par ordre du gouvernement provisoire :*

« G. Garcano, secrétaire. »

La *Gazette d'Augsbourg* du 7 juin, publie, sur l'affaire de Goïto, le rapport officiel du maréchal Radetzky, daté du quartier-général de Rivalta, 1er juin. Ce document est ainsi conçu :

« Avant-hier, je fis faire un essai d'attaque contre Goïto par mon premier corps d'armée. Mais comme la tête de pont occupée trop bien fortifiée et armée de pièces de 16, que l'ennemi fit une grande résistance et que mon armée n'était pas assez concentrée pour pouvoir continuer l'offensive avec énergie, je fis cesser le combat, parce que je voulus épargner la vie de mes braves troupes et de tant d'officiers distingués qui, vu le peu d'espoir d'un résultat favorable, auraient été sacrifiés en vain. Il est vrai que le faubourg de Goïto fut pris pour un moment par les troupes de la division du prince Schwarzenberg qui, lui-même, fut blessé au bras droit par un coup de fusil ; mais on ne put s'y maintenir, à cause de la supériorité du feu de l'ennemi. Dans ce combat, nous eumes à regretter la perte du vaillant colonel D'Olb et du lieutenant-colonel Freysauff, qui tous deux furent grièvement blessés par un seul et même boulet de canon.

« Le nombre des troupes ennemies, qui se trouvaient derrière les retranchemens, montait à plus de 18,000 hommes ; elles firent même des attaques d'offensive sur leur aile droite. Mon premier corps d'armée se maintint, contre elles, dans sa position, avec une résolution digne d'éloge.

« Hier, j'avais réuni toute mon armée près de Goïto, et aujourd'hui j'ai voulu commencer mes opérations contre lui ; mais dans l'après-midi, et aujourd'hui pendant la nuit, il y a eu une pluie tellement battante, que toutes les communications sont interrompues sur le terrain bas situé près du Pô et du Mincio. Les canons ne pouvant donc être transportés, et tous mouvemens étant impossibles, pour nous aussi bien que pour l'ennemi, je me vois forcé de faire cesser mes opérations pour aujourd'hui et peut être pour demain. Mes troupes attendent avec une impatience égale à la mienne le moment qui nous permettra de reprendre notre offensive. »

La *Gazette de Vienne* du 12 juin, contient, dans sa partie officielle, l'article suivant :

« Le ministère de la guerre vient de recevoir, par un courrier, un rapport du maréchal Radetzky, daté du quartier-général, à Sanguinetto, du 8 de ce mois. Le maréchal croyait que son mouvement dirigé de Mantoue sur les flancs et les derrières de l'ennemi ne pouvait plus répondre à ses vues, s'est décidé à se rapprocher de nouveau de Vérone. Mais comme le chemin direct ne serait pas sans danger, le maréchal veut passer l'Adige depuis le Legnago, avec l'intention d'attaquer aussi Vicence pendant ce mouvement. Par cette manœuvre, il ferait sa jonction avec le corps de réserve commandé par le baron de Welden.

« En même temps, le ministère de la guerre vient d'ordonner que de nouveaux renforts considérables partiront sans délai pour l'Italie. »

L'édition du soir du même journal, reproduit l'extrait suivant d'une lettre particulière :

« D'après les nouvelles qui viennent d'arriver de Courglano, les opérations du lieutenant-général de Stürmer contre les défiles de Cortino, ont été couronnées du succès le plus complet. Belluno, avec les forts environs, et Feltrano se sont rendus, et nos troupes ont aussi assiégé Cadore et rétabli les communications avec le Tyrol. Tous les villages de ces environs ont arboré le pavillon blanc, et ce n'est que dans les villes, que l'esprit de résistance prédomine. Un ordre du jour du lieutenant-général Welden contient les cris de succès de nos troupes, qui se sont conduites avec la plus grande valeur. »

Peschiera a capitulé le 30 mai. Les troupes autrichiennes se sont retirées avec armes et bagages. Dans le dernier article de la capitulation, le roi Charles Albert reconnaît pleinement que la garnison a fait une résistance vigoureuse.

La flotte italienne réunie s'est deux fois approchée de Trieste. Le 7 juin, elle a attaqué cette ville et s'est retirée le 9. Pendant une nuit obscure, on a signalé 2 bateaux à vapeur ennemis qui se retiraient également après avoir échangé quelques coups de canon avec la ville.

Une lettre particulière datée de Garda, 10 juin, heures 2 P. M. contient ce qui suit :

« En cet instant, arrive le roi avec le duc de Gênes. Rivoli est en notre pouvoir. Parmi les autrichiens, les uns ont passé l'Adige, les autres ont pris la fuite dans la direction du Tyrol. »

On lit dans un supplément au *Portafoglio Maltese* du 17 juin :

« Les bâtimens de guerre napolitains dans l'Adriatique, sont tous partis pour retourner à Naples, de sorte qu'il ne reste plus ici que l'escadre sarde, qui doit être renforcée d'un grand nombre de barques cannonières déjà parties de Gênes. »

Le gouvernement provisoire de la Lombardie a publié une proclamation où il fait connaître officiellement le résultat de la votation prescrite par décret du 12 mai dernier, relativement à la réunion de la Lombardie au Piémont. Le *potestà* (maire) Casati, président du gouvernement provisoire, est parti pour le camp où il va porter à Charles Albert le régistre d'inscription des votes. Sont partis en même temps pour Turin, MM. Durini, Strinelli et Lissoni, chargés de présenter à la chambre le projet de régence jusqu'à l'accomplissement de la fusion. D'après ce projet, le gouvernement provisoire serait maintenu jusqu'à l'ouverture de l'assemblée constituante, sous le nom de *Collége consterneur* qui exercerait le pouvoir législatif avec le roi; celui-ci, seul investi du pouvoir exécutif, organiserait pour la Lombardie un pour tout le royaume, des ministères dans la ville même de Milan.

A Naples, l'état de siège a été levé le 13 juin. L'insurrection calabraise allait toujours en grandissant. Bari, Lecce, Potenza, Catanzaro et Cosenza avaient nommé leurs gouvernemens provisoires. A Cosenza, toute la population était en armes et prête à marcher sur tous les points qui lui seraient indiqués.

A l'imitation du gouvernement provisoire de Milan, celui de Venise consulte, lui aussi, l'opinion publique sur l'union de la République au nouveau royaume de la Haute-Italie.

Les journaux de Rome donnent des détails sur l'ouverture des chambres qui a eu lieu le 5 juin. La solennité a été des plus brillantes. Le discours du trône, lu par le cardinal Altieri, a produit peu d'impression. Le pape en a modifié plusieurs passages ; il n'a pas voulu qu'il y fût question de la guerre.

Les deux chambres se sont réunies dans le palais de la chancellerie. Le corps diplomatique et une société brillante assistaient à cette inauguration. Voici le discours d'ouverture :

Discours lu par le cardinal Altieri à la chambre haute et à la chambre des députés.

« Messieurs du haut-conseil, messieurs les députés,

« La sainteté de notre Seigneur me délègue vers vous avec l'agréable et honorable mission d'ouvrir en son nom les deux conseils législatifs.

« Le Saint-Père veut en même temps que je vous fasse connaître sa satisfaction et la confiance qu'il a de vous, au moyen de votre concours, s'améliorer notre système administratif.

« Il se réjouit avec vous et rend grâce à Dieu d'avoir pu si tôt introduire dans ses états des réformes politiques réclamées par les exigences des temps, et qui peuvent se concilier avec la nature du gouvernement pontifical. Désormais, il vous appartient, messieurs, de faire rendre à ces institutions les bienfaits que S. A. voulu nous accorder.

« Le Saint-Père a chargé les ministres de vous faire connaître l'état de la législation et de l'administration, surtout ce qui a rapport à la situation du trésor public, et de vous proposer les meilleurs moyens de le relever, en aggravant aussi pas que possible les charges de la population.

« Il les a chargés de vous présenter, à bref délai, les projets de loi qui doivent être la conséquence du pacte fondamental.

« Le Saint-Père recommande à votre fidélité et à votre incessante sollicitude l'ordre et la concorde; avec ces conditions, la liberté tournera à l'avantage de tous, les bonnes lois produiront leurs fruits naturels, les larges réformes, les sages institutions. Etairés par une longue et pénible expérience, soutiens de la sainte religion qui a son siége dans cette cité, vous devez espérer que Dieu ne vous refusera aucune de ses grâces et de ses lumières pour vous permettre d'égaler la gloire de vos ancêtres. »

VIENNE.

L'Empereur d'Autriche va décidément se rendre à Vienne, pour l'ouverture de l'assemblée constituante, qui aura lieu le 26 juin. Vienne est tranquille.

BERLIN.

Il est difficile que la situation de Berlin ne soit pas changée d'ici à peu de temps. Le luttes politiques y prennent un caractère d'animosité qui ne laisse pas un libre jeu au gouvernement. Il faut nécessairement que certaines questions soient définitivement vidées avant que la Prusse organise régulièrement sa liberté reconquise.

A la date des dernières nouvelles, plus de 2,000 ouvriers mécaniciens sont arrivés dans la ville pour demander des armes. Quelques uns en ont obtenu et on en a promis à d'autres pour demain. Les autorités ont nommé une commission pour mettre un terme aux manifestations qui entravent le commerce. Une proclamation a annoncé ce fait ; mais cette commission a été formée par des autorités qui ont déclaré elles-mêmes qu'elles n'avaient pas la confiance générale : la proclamation a fait plus de mal que de bien ;